



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE POUR L'AFRIQUE

## Vingt-neuvième session

**Abidjan (Côte d'Ivoire), 4-8 avril 2016**

## **Rapport sur les recommandations formulées à la vingt-huitième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique**

### Résumé

Le présent rapport fait le point sur la suite donnée, en 2014-2015, aux recommandations qui ont été formulées à la vingt-huitième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique.

*Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).*



## Rapport sur les recommandations formulées à la vingt-huitième Conférence régionale pour l'Afrique

Le tableau ci-dessous rend compte des progrès accomplis en matière de mise en œuvre des recommandations formulées à la vingt-huitième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique. Les chiffres indiqués correspondent à ceux qui figurent dans la synthèse des principales recommandations, telle que présentée dans le rapport de la vingt-huitième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique. On a recopié les recommandations en gras dans la colonne de gauche et indiqué les principaux résultats obtenus dans celle de droite.

<b>I. Questions relatives au Programme et au budget</b> <b>Activités prioritaires de la FAO dans la région Afrique</b>	
Recommandations	Remarques
<b>i) A encouragé la FAO et les États Membres à utiliser les cadres de programmation par pays pour œuvrer dans les domaines d'action prioritaires nationaux et pour suivre et communiquer les résultats;</b>	<p>La FAO a formulé des directives révisées sur les cadres de programmation par pays (CPP). Presque tous les pays (46 sur 47) ont formulé et approuvé leur CPP en se fondant sur leurs besoins en matière de développement. L'état d'avancement de la mise en œuvre varie d'un pays à l'autre. La FAO a établi un cadre de suivi interne.</p>
<b>k) A recommandé à la FAO:</b>  <b>i. de renforcer la prise en compte de la parité hommes-femmes dans les activités principales et les programmes en faveur des femmes et des jeunes;</b>	<p>La FAO et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sont convenues de mener, dans le cadre du Programme de coopération technique (PCT), un projet au service de plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) et de plans régionaux d'investissement agricole (PRIA) qui soient adaptés aux différences entre les sexes en vue de relever le Défi Faim zéro. La FAO a conclu un accord avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA) afin de renforcer leur collaboration sur les questions de parité hommes-femmes et de droits fonciers sur la base des dispositions relatives à l'égalité des sexes qui figurent dans les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et de l'Initiative sur les politiques foncières.</p> <p>Le Bureau régional pour l'Afrique a recruté un chargé de la parité hommes-femmes.</p> <p>Plus de 300 homologues nationaux, organisations de la société civile (OSC) partenaires et membres du personnel de la FAO ont reçu une formation sur l'intégration des considérations de parité hommes-femmes au service d'une croissance agricole inclusive.</p>

	<p>Douze représentations de la FAO ont réalisé une évaluation par pays dans le domaine de l'égalité hommes-femmes afin d'étayer la conception et la mise en œuvre des CPP et des PNIA.</p> <p>La FAO a réactivé le réseau de points de contact pour les questions de parité hommes-femmes dans la région: il se compose désormais de 90 personnes de référence et suppléants qui couvrent 45 pays.</p> <p>L'Éthiopie, le Libéria, le Niger et le Rwanda mettent en œuvre actuellement un programme conjoint de la FAO, du Fonds international de développement agricole (FIDA), de l'ONU-Femmes et du Programme alimentaire mondial (PAM) sur le thème «Accélérer l'autonomisation économique des femmes en milieu rural».</p>
<p><b>iii. de renforcer la mise en œuvre de différents types de programmes de protection sociale tels que l'alimentation scolaire afin d'améliorer la nutrition et les moyens d'existence et de faire entrer l'agriculture dans les écoles;</b></p>	<p>La FAO a produit un document d'orientation sur ses stratégies et approches relatives à la protection sociale en Afrique afin d'intégrer la protection sociale, notamment dans l'Initiative Faim zéro de la CEDEAO.</p> <p>La FAO a produit des éléments concrets sur la cohérence des politiques et des programmes au Burkina Faso, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad afin de contribuer au dialogue sur les politiques aux niveaux national et régional.</p> <p>La FAO a contribué à élaborer et à mettre en œuvre des programmes et des actions relatifs à la protection sociale et à l'agriculture, y compris les programmes d'alimentation scolaire et les politiques nutritionnelles, ainsi que le programme conjoint qu'elle mène avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le PAM.</p> <p>Le programme Acheter aux Africains pour l'Afrique (PAA) est en cours de mise en œuvre en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, au Niger et au Sénégal, en partenariat avec le Gouvernement du Brésil, le Gouvernement du Royaume-Uni et le PAM.</p> <p>La FAO a contribué à traiter les priorités fixées pour l'Afrique de l'Ouest en matière de résilience, dont la protection sociale est considérée comme le premier pilier, dans le cadre de l'Alliance globale pour la résilience (AGIR).</p> <p>La FAO a aidé neuf pays à élaborer des programmes relatifs à l'approche reposant sur les caisses de résilience de manière à définir l'appui technique, social et financier qu'il convient de prêter aux agriculteurs et aux associations de femmes.</p> <p>Un atelier stratégique régional sur la protection sociale s'est déroulé à Lomé (Togo); 20 bureaux de la FAO ont</p>

	<p>cartographié les points d'entrée de façon à améliorer leur appui aux pays et l'aide que doivent apporter le Siège, le Bureau régional et les partenaires.</p>
<p><b>iv. de renforcer les capacités nationales et régionales en matière de statistiques agricoles, de suivi et d'évaluation et dans les domaines de l'information et de la communication;</b></p>	<p>La FAO a aidé 12 pays (Angola, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Congo, Ghana, Guinée équatoriale, Mali, Maurice, Namibie, Sénégal et Tchad) à renforcer leurs capacités et à préparer leurs recensements et enquêtes agricoles afin de renouveler les données structurelles sur l'agriculture et de fournir une base à la production de données actuelles.</p> <p>La FAO a aidé l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à élaborer un rapport de viabilité et à formuler des recommandations en vue d'harmoniser et de synchroniser les recensements agricoles dans la sous-région.</p> <p>La FAO a aidé le Centre de coordination de la recherche et du développement agricole de l'Afrique australe (CCARDESA) à créer un système de gestion des connaissances pour la région.</p> <p>La FAO a renforcé les capacités de cinq pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) à se servir des enquêtes menées auprès des ménages pour produire des statistiques aux fins du suivi dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition.</p> <p>La FAO a contribué à renforcer les capacités de la Somalie, du Soudan et du Soudan du Sud en ce qui concerne les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.</p> <p>La FAO a participé à l'évaluation des problèmes de capacités dans le nord de l'Ouganda en matière de vulgarisation agricole, de marchés agricoles et de ressources naturelles.</p> <p>La FAO a aidé à tirer parti des bonnes pratiques afin d'accroître la production agricole et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et a remporté, avec le Ministère nigérien de l'agriculture et les organisations partenaires, le premier prix de l'exposition universelle de Milan (2015) pour les pratiques optimales dans la catégorie «Amélioration quantitative et qualitative des produits agricoles».</p> <p>Un réseau de suivi et d'évaluation a été mis en place de manière à faciliter la communication. Le Bureau régional pour l'Afrique a recruté un chargé du suivi et de l'évaluation, dont la mission est d'aider les bureaux de pays dans le suivi axé sur les résultats.</p> <p>La diffusion auprès des États Membres s'est développée grâce à une information et une communication élargies par voie électronique. Davantage de bureaux de pays sont</p>

	dotés de sites Internet.
<b>e) a souligné qu'il importait que la FAO appuie les efforts des pays et du continent visant à améliorer la productivité, la compétitivité et la viabilité de la chaîne de valeur du riz grâce à l'Initiative africaine sur le riz;</b>	<p>La FAO a présenté un programme de partenariat, qui a obtenu l'adhésion des représentants de plus de 30 pays. La FAO et ses partenaires – Africa Rice, organisations non gouvernementales (ONG), Africa Seeds, Union africaine (UA), CEDEAO, UEMOA, Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), secteur privé, donateurs (Agence japonaise de coopération internationale, Office allemand de la coopération internationale, Secrétariat de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique et représentants de la République de Corée et de la Thaïlande) ont validé un programme de développement de la riziculture africaine. La FAO a mobilisé des fonds issus de diverses sources, notamment: République de Corée (1,8 million d'USD), Venezuela (5 millions d'USD) et PCT (1 million d'USD).</p> <p>À la demande de l'UA, la FAO a lancé une consultation avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), Africa Rice et la Banque africaine de développement (BAD) en vue de l'organisation du sommet sur la riziculture africaine de 2016.</p>
<b>g) a souligné la nécessité de mobiliser des ressources dans la région, dans le cadre, notamment, de la coopération Sud-Sud et de partenariats, pour mettre en œuvre les initiatives régionales et les cadres de programmation par pays;</b>	<p>Dans le cadre de sa stratégie en matière de coopération Sud-Sud, la FAO a créé le Fonds fiduciaire africain de solidarité, qui est doté d'un budget de 40 millions d'USD financé par l'Angola et la Guinée équatoriale et bénéficie à 35 pays de la région.</p> <p>La FAO a permis aux pays de partager leurs pratiques optimales dans le domaine de l'agriculture intelligente face au climat et de la petite irrigation. Le Brésil a financé deux projets régionaux de coopération Sud-Sud en faveur du renforcement des politiques publiques en matière de nutrition à l'école et d'agriculture familiale.</p>
<b>j) a pris note de la proposition de l'Union africaine relative à la création d'une «autorité africaine pour la sécurité sanitaire des aliments et a encouragé les États Membres et la FAO à soutenir ce processus;</b>	<p>La FAO fournit une assistance technique à l'Autorité de sécurité sanitaire des aliments de l'UA en vue de renforcer les systèmes nationaux de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments en Afrique du Sud, aux Comores, au Gabon, au Ghana, à Maurice, au Nigéria, en Ouganda, au Rwanda et dans les pays membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo).</p> <p>L'Afrique du Sud et le Zimbabwe ont proposé de commencer les travaux sur la biofortification dans le</p>

	cadre de la Commission du Codex Alimentarius.
<b>II. Évaluation du Bureau régional et des bureaux sous-régionaux de la FAO pour l'Afrique</b>	
<b>27. La Conférence régionale:</b>	
<b>e) a préconisé la délégation continue de pouvoirs afin que les représentants de la FAO dirigent la planification et l'exécution des programmes dans les pays;</b>	<p>Les représentants de la FAO dans la région ont dirigé le processus de planification au niveau des pays. Quarante-six pays ont approuvé leur CPP et un autre est en train de l'élaborer.</p> <p>En décembre 2015, la FAO avait mobilisé quelque 956 millions d'USD (51 pour cent des fonds nécessaires) provenant de diverses sources.</p>
<b>f) a souligné qu'il fallait veiller à ce que les bureaux décentralisés soient suffisamment dotés en ressources humaines et financières et qu'ils soient à même de prendre des décisions conformes aux priorités définies en matière de décentralisation;</b>	<p>Les pays ont enregistré une hausse des ressources extrabudgétaires.</p> <p>La FAO a recruté de nouveaux chargés des opérations pendant la période visée et 150 fonctionnaires ont reçu une formation visant à mettre en valeur les capacités humaines des bureaux de pays. Compte tenu de la hausse de la demande de conseils consultatifs au niveau des pays, un administrateur (finances) sera affecté au Bureau régional et des spécialistes des achats seront basés dans des pays où le volume des transactions est important.</p> <p>La FAO a renforcé les capacités des assistants au Représentant de la FAO et des fonctionnaires techniques de deux bureaux sous-régionaux et de 20 bureaux de pays afin qu'ils puissent élaborer des programmes efficaces de renforcement des capacités au niveau des pays.</p>
<b>g) a demandé instamment à la Direction de la FAO de veiller à ce que les propositions d'allocations budgétaires au niveau de l'Organisation tiennent mieux compte à l'avenir des priorités relatives à la décentralisation en Afrique;</b>	<p>La FAO a créé 13 postes techniques à l'appui de la région, des sous-régions et des bureaux de pays.</p> <p>Le Bureau régional pour l'Afrique a recruté un chargé des ressources humaines et un chargé des achats au niveau international. Le Bureau du Kenya a recruté un nutritionniste à l'appui des initiatives découlant de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) dans la sous-région Afrique de l'Est.</p>
<b>h) à renforcer le recrutement de femmes dans le cadre organique;</b>	<p>Cinq nouvelles fonctionnaires sont venues compléter les effectifs féminins du Bureau régional pour l'Afrique: une chargée du PCT, une coordonnatrice des initiatives régionales, une fonctionnaire principale chargée de la parité hommes-femmes et deux nutritionnistes. En 2014-2015, les représentants de la FAO dans la région comptaient six femmes pour 30 hommes. Au moins une autre représentante de la FAO devrait être recrutée au</p>

	premier semestre de 2016.
<b>i) a demandé à la FAO de continuer à mettre l'accent sur les partenariats techniques avec les communautés économiques régionales dans des domaines de collaboration spécifiques pour lesquels des ressources sont disponibles.</b>	<p>La FAO a approuvé des projets du PCT à l'appui de la SADC et du COMESA, y compris la formulation de pactes et de plans d'investissement régionaux.</p> <p>La FAO a élaboré et mis en œuvre de nombreux projets régionaux en partenariat avec le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), la CEDEAO, l'IGAD et l'UEMOA, notamment en renforçant les synergies.</p>
<b>III. Décentralisation et réseau de bureaux décentralisés</b>	
<b>Recommandations</b>	<b>Remarques</b>
<b>29. La Conférence régionale:</b>	
<b>b) a approuvé les mesures engagées pour renforcer les capacités au sein du Bureau régional, des bureaux sous-régionaux et du réseau des bureaux décentralisés grâce à un examen des panaches de compétences;</b>	La FAO a renforcé les capacités techniques aux niveaux national, sous-régional et régional en créant 13 postes techniques supplémentaires.
<b>c) a recommandé que des mesures soient prises pour renforcer les capacités des bureaux de pays et la sélection des représentants de la FAO ayant les compétences requises dans le domaine technique et en matière de gestion et d'encadrement;</b>	La FAO a pris plusieurs mesures, notamment une évaluation rigoureuse des compétences des candidats aux postes de représentants de la FAO en matière de gestion au moyen de l'évaluation virtuelle. Elle est en train de mettre en place une plateforme électronique visant à améliorer les connaissances de ses représentants dans le domaine de la direction administrative et des questions budgétaires.
<b>e) s'est félicitée de l'utilisation stratégique de projets au titre du PCT en phase avec les cadres de programmation par pays, qui ont été achevés ou sont en attente d'être approuvés dans 45 pays, conformes au Cadre stratégique révisé, et a recommandé que les cadres de programmation par pays soient achevés dans les deux pays restants;</b>	Le Soudan du Sud a achevé la formulation de son CPP tandis que le processus est toujours en cours en Érythrée. La FAO a révisé le manuel du PCT et les directives relatives aux CPP de manière à y inclure une liste indicative des projets.

<b>g) a souligné la nécessité de renforcer les capacités du Bureau régional et des bureaux sous-régionaux dans le domaine de la résilience;</b>	<p>La FAO a amélioré l'appui prêté aux pays et aux bureaux décentralisés dans le domaine de la résilience.</p> <p>Le Bureau régional pour l'Afrique a aidé les bureaux de pays et les équipes chargées de la résilience au Burkina Faso, au Burundi, au Cameroun, en Éthiopie, en Guinée-Bissau, au Kenya, au Libéria, au Malawi, au Mali, au Niger, au Nigéria, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Somalie, au Soudan du Sud, au Tchad et au Zimbabwe. La FAO a approuvé un projet du PCT à l'appui du CILSS et de l'IGAD, qui vise à compiler et à diffuser les bonnes pratiques sous l'égide de l'UA.</p>
<b>i) a invité instamment le Bureau régional pour l'Afrique à faciliter l'exécution des mesures restantes pour achever la décentralisation et pour renforcer le réseau des bureaux décentralisés;</b>	<p>Le Bureau régional pour l'Afrique a recruté un fonctionnaire supplémentaire afin d'aider le réseau de bureaux décentralisés. La FAO est en train d'élaborer une plateforme virtuelle qui permettra de renforcer les compétences et d'approfondir les connaissances des représentants de la FAO en matière de direction administrative et de contrôle budgétaire.</p>

#### **IV. Questions relatives aux politiques et à la réglementation régionales et mondiales**

##### **A - La jeunesse africaine dans le secteur agroalimentaire et le développement rural**

<b>Recommandations</b>	<b>Remarques</b>
<b>i. de faciliter la coopération Sud-Sud et la mise en commun des données d'expérience entre les pays de façon à favoriser la généralisation des bonnes pratiques en matière d'emploi des jeunes dans l'agriculture, et d'aider les États Membres à mettre au point des projets à l'appui de l'emploi des jeunes;</b>	<p>Le projet sur l'emploi des jeunes a vu son champ élargi de manière significative, principalement grâce au Fonds fiduciaire africain de solidarité pour la sécurité alimentaire (Éthiopie, Malawi, Mali, Niger).</p> <p>La FAO a conclu récemment des accords de coopération Sud-Sud avec le Brésil, la Chine, le Japon, le Maroc, la République de Corée et le Venezuela, qui prévoient notamment des activités relatives à l'emploi des jeunes.</p> <p>Dans le cadre du projet de coopération Sud-Sud au service de l'agriculture et de la sécurité alimentaire en Afrique, le Cameroun, la République démocratique du Congo et le Tchad ont réalisé des visites d'échange.</p>



<p><b>ii. de renforcer les partenariats avec la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé en mettant l'accent sur l'emploi des jeunes dans l'agriculture.</b></p>	<p>Un plan d'action mixte FAO/OSC sera mis en œuvre avant la prochaine consultation, qui se déroulera avant la vingt-neuvième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique.</p> <p>Deux principaux domaines de travail prioritaires ont été convenus: i) le renforcement du dialogue sur les politiques moyennant une participation efficace et ouverte des OSC dans les débats relatifs à la sécurité alimentaire dans la région, principalement les processus du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA); ii) le renforcement des capacités des organisations d'agriculteurs en Afrique.</p> <p>La FAO a signé un accord avec IMA, une entreprise privée spécialisée dans la fabrication de matériel d'emballage alimentaire, afin de financer un projet régional visant à améliorer le conditionnement des aliments pour les petites et moyennes entreprises d'Afrique subsaharienne.</p> <p>Dans le cadre du partenariat mondial avec l'ONG suédoise WeEffect, la FAO a travaillé en étroite collaboration avec ce partenaire au Kenya et en Zambie en vue de renforcer les organisations de producteurs forestiers et agricoles.</p>
<p><b>B - Situation de l'alimentation et de l'agriculture dans la région et exécution du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine, avec un éclairage particulier sur les petits exploitants agricoles et l'agriculture familiale</b></p>	
<p><b>i. de continuer d'aider les États Membres et les communautés économiques régionales à renforcer les capacités pour mieux formuler et mettre en œuvre le Pacte du PDDAA, des plans d'investissement et des séances de travail privées, y compris des actions décentralisées qui répondent aux priorités locales;</b></p>	<p>La FAO a collaboré avec le Département de l'économie rurale et de l'agriculture (DREA) de la Commission de l'Union africaine (CUA) et le NEPAD, ainsi qu'avec d'autres partenaires de développement, afin de formuler la stratégie de mise en œuvre de la Déclaration de Malabo et la feuille de route y afférente. En outre, elle participera à l'élaboration de directives sur l'application du cadre de responsabilité mutuelle (suivi et évaluation) par les pays. Afin de renforcer encore son appui à l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, la FAO a signé un protocole d'accord couvrant tous les domaines concernés et est en train de revoir ses protocoles d'accord avec l'UA sur le même principe.</p> <p>La FAO aide l'IGAD à actualiser le Plan d'investissement régional; elle participe à la mobilisation de ressources et au renforcement des capacités du Secrétariat. Un projet du PCT visant l'élaboration d'un programme d'investissement régional du même type pour le COMESA a déjà été approuvé. Plusieurs autres projets du PCT sont au stade de l'approbation finale: un concerne la stratégie de la CUA dans le secteur agroalimentaire, tandis qu'un autre prête un appui institutionnel à la CUA afin de renforcer les capacités pour ce qui est de mettre</p>

	en œuvre les engagements de Malabo.
<b>ii. de soutenir l'intégration des considérations liées à la gestion des risques et au changement climatique dans la formulation et l'application du PDDAA;</b>	<p>Appui de la FAO au PDDAA dans l'optique de l'agriculture intelligente face au climat:</p> <p>Le NEPAD a élaboré un programme cadre concernant la mise en œuvre du PDDAA sur les 10 prochaines années; ce programme tient compte des possibilités d'adaptation et d'atténuation. La FAO concourt à cette vision plus large, dite Vision 25x25 (25 millions de familles d'agriculteurs pratiquant une agriculture intelligente face au climat d'ici à 2025), en proposant son expertise technique au Comité directeur de l'Alliance UA/NEPAD/organisations internationales non gouvernementales (OING) pour l'agriculture intelligente face au climat en Afrique, et assure une liaison efficace entre ce nouveau partenariat et les programmes de la FAO en cours.</p> <p>Sept bénéficient de l'appui d'un projet financé par la Norvège qui encourage la transition vers des systèmes alimentaires fondés sur une agriculture intelligente face au climat.</p> <p>La FAO contribue au renforcement des capacités des pays de la CEDEAO afin de promouvoir et de généraliser les bonnes pratiques en matière d'agriculture intelligente face au climat en Afrique de l'Ouest.</p>
<b>iii. de redoubler d'efforts pour renforcer l'intégration du marché dans le cadre du PDDAA, ainsi qu'aux niveaux national, régional et continental;</b>	Le projet «Renforcement des liens entre les petits acteurs et les acheteurs dans le secteur des racines et tubercules en Afrique», financé par l'Union européenne (UE), est mis en œuvre au Bénin, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Malawi, au Rwanda et en Ouganda.
<b>iv. d'analyser et de diffuser le plus largement possible les procédures et méthodes d'estimation des dépenses publiques allouées au secteur agricole afin de définir clairement et de faciliter un système de suivi de la Déclaration de Maputo;</b>	Une méthode pilote est expérimentée dans deux pays; elle vise à assurer le suivi des dépenses publiques au profit de l'agriculture et l'établissement de rapports à ce sujet, comme le prévoit la note d'orientation rédigée et validée par le NEPAD, la CUA et les communautés économiques régionales (CER).
<b>v. de renforcer les efforts fournis aux niveaux national et régional pour améliorer la formulation et la mise en œuvre des cadres juridiques régissant les régimes fonciers;</b>	La FAO et ses principaux partenaires, notamment l'UA, la CEA et la BAD, ont fortement contribué à la première Conférence sur les politiques foncières en Afrique, qui s'est tenue en novembre 2014 à Addis-Abeba.
<b>vi. de renforcer les capacités nationales et régionales de recherche en agriculture de développement technologique.</b>	La FAO a convié l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, l'Institut international de gestion des ressources en eau et Africa Rice à la réunion de son Équipe régionale de gestion (12-15 avril 2015).

<b>C - Conclusions du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et suivi aux niveaux régional et national</b>	
<b>22. La Conférence régionale a examiné l'évolution récente et l'élaboration du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et a examiné les actions appropriées de suivi dans la Région Afrique.</b>	Le Bureau régional pour l'Afrique a participé au Programme de travail pluriannuel du CSA pour 2016-2017.
<b>23. La Conférence régionale:</b>	
<b>a) a reconnu l'importance du CSA en tant qu'il est par excellence la plateforme internationale et intergouvernementale ouverte à tous permettant à l'ensemble des parties prenantes de travailler de façon coordonnée en vue d'assurer à chacun la sécurité alimentaire et la nutrition;</b>	La FAO aide actuellement le NEPAD et la SADC à créer une plateforme commune de partage des connaissances et de suivi sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
<b>b) s'est félicitée de l'approbation par le CSA et a encouragé la mise en œuvre et le renforcement des capacités des «Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale et du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition»;</b>	La FAO contribue à populariser et à mettre en œuvre la gestion communautaire des forêts, notamment en Gambie. La FAO a élaboré un projet de directives pratiques sur le paiement des services environnementaux forestiers en Afrique subsaharienne.  Voir plus haut le point B-v) sur les régimes fonciers.
<b>d) s'est déclarée favorable à l'achèvement dans les délais prévus des consultations ce qui permettrait à ces processus d'être approuvés à la quarante deuxième session du CSA, en octobre 2015.</b>	La quarante-deuxième session du CSA a abouti à plusieurs résultats, notamment l'approbation des Principes du CSA pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires et de la troisième version du Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition.
<b>V. Autres questions</b> <b>Programme de travail pluriannuel de la Conférence régionale pour l'Afrique</b>	
<b>31. La Conférence régionale:</b>	Les contacts seront renforcés.
<b>b) a préconisé que des efforts continuent à être fournis pour renforcer la communication et le contact régulier avec le Groupe africain des représentants permanents auprès de la FAO, l'Union africaine et les communautés économiques régionales.</b>	La FAO est en contact avec le Département de l'agriculture, de l'environnement et des ressources en eau de la CEDEAO et l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA) afin de déterminer ensemble les priorités et les possibilités de collaboration technique.  Il existe des interactions régulières entre la FAO et le Groupe Afrique des représentants permanents auprès de l'Organisation.

Questions diverses	
<p><b>37. La FAO a informé les délégués au sujet de la deuxième Conférence internationale FAO/OMS sur la nutrition (CIN2), qui aura lieu à Rome du 19 au 21 novembre 2014,</b></p> <p><b>et a plaidé pour un appui pour la préparation de cette rencontre et la mobilisation de ressources à cet effet. Les Membres ont été encouragés à participer à cette Conférence de niveau ministériel.</b></p>	<p>La FAO a publié un document intitulé <i>An Opportunity to Foster the Global Nutrition Agenda</i> [Une occasion de promouvoir le programme mondial sur la nutrition] au sujet de la CIN2 et a aidé l'UA, aux plans technique et financier, à organiser l'édition 2014 de la Journée africaine pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en République démocratique du Congo.</p> <p>La région Afrique veille à ce que la déclaration finale de la CIN2 et son cadre d'action soient diffusés aussi largement que possible et travaille avec les pays et les institutions régionales afin d'intégrer les interventions prioritaires recommandées dans des PNIA tenant compte de la nutrition, ainsi que dans les politiques, stratégies et programmes relatifs à la nutrition et leurs plans de mise en œuvre.</p> <p>Dans le cadre de l'initiative du PDDAA sur la nutrition et de la suite donnée à la CIN2, l'Afrique du Sud, l'Angola, la Namibie, le Nigéria, la République démocratique du Congo et les Seychelles bénéficient d'une aide pour élaborer de nouveaux instruments de politique générale et stratégies dans le domaine de la nutrition.</p> <p>Le Bureau régional pour l'Afrique a organisé la deuxième consultation régionale sur la coordination et la programmation en matière de nutrition sur le thème «Développer des systèmes alimentaires multisectoriels tenant compte de la nutrition» – programme pour l'après-CIN2 en Afrique, délibérations et décision stratégique sur l'aide à apporter aux pays afin qu'ils puissent concrétiser leurs engagements et les recommandations prioritaires au sein du cadre d'action.</p> <p>Par ailleurs, le Bureau régional pour l'Afrique est engagé dans diverses initiatives et réseaux de partenariat au niveau régional dans le domaine de la nutrition: initiative «Renforcer la nutrition» et Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants (REACH); information sur la sécurité alimentaire; fortification des aliments; éducation nutritionnelle/liens entre l'agriculture et la nutrition et vulgarisation en matière de nutrition; nutrition à l'école; composition des aliments/recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments; African Nutrition Society (ANS); Federation of African Nutrition Societies (FANUS); aliments vendus sur la voie publique; sécurité sanitaire/qualité des aliments; amélioration globale des systèmes alimentaires suite à la CIN2.</p>